



Cultures & Conflits
Articles inédits

De l'espoir à la crainte? Les lectures de la conflictualité

Daniel Hermant et Didier Bigo



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/1151>

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Référence électronique

Daniel Hermant et Didier Bigo, « De l'espoir à la crainte? Les lectures de la conflictualité », *Cultures & Conflits* [En ligne], Articles inédits, mis en ligne le 25 février 2005, consulté le 04 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/1151>

Ce document a été généré automatiquement le 4 mai 2019.

Creative Commons License

De l'espoir à la crainte? Les lectures de la conflictualité

Daniel Hermant et Didier Bigo

NOTE DE L'ÉDITEUR

Initialement publié dans « Les lectures de la conflictualité », *Stratégique*, n° 47, 3/1990.

Depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale, l'explication des conflits du tiers-monde passe par une grille de lecture qui en fait la reproduction exotique et éclatée de la guerre froide. Comme telle, elle a nourri d'innombrables discours, articles de journaux et ouvrages. Chaque conflit important est entré dans ce cadre contraignant. De la première guerre d'Indochine à la guerre d'Afghanistan, en passant par les multiples péripéties de la décolonisation, tout a été ramené à un schéma simple où l'intervention des grandes puissances déterminait le niveau d'intensité du conflit et son importance stratégique. Le raisonnement stratégique se fondait sur la division du monde en deux zones : celle de l'affrontement direct, improbable, et celle des stratégies indirectes de contournement.

La première, bien que reposant sur la dissuasion nucléaire et l'équilibre de la terreur, était de loin la plus préoccupante car chaque puissance se sentait directement menacée dans son existence. Quant à la seconde, sa violence particulière faite de conflits locaux, de guérilla, de terrorisme, bref de tout ce que les stratèges ont fini par nommer "conflits de basse intensité", n'avait d'importance que dans la mesure où elle risquait de modifier la donne stratégique entre les deux blocs.

L'inertie de cette lecture, fixée par la pensée stratégique des années 60, explique en grande partie l'inadaptation des commentaires sur les bouleversements religieux en terre d'Islam ou, plus récemment, nationalistes et démocratiques à l'Est. Mais si cette lecture Est/Ouest a pu survivre partiellement au choc de la révolution iranienne, qui lui créait un ennemi supplémentaire, la révolution en cours à l'Est la rend moribonde car elle s'attaque au cœur du raisonnement en altérant la force de la menace soviétique.

Cette dernière, qui a hanté les imaginations mais qui correspond aussi à une réalité, a obligé les analystes, à partir du moment où elle s'est modifiée, soit à nier les bouleversements en les minimisant, soit à se réjouir des "vents d'Est" apportant avec eux paix et démocratie, soit, tout dernièrement, devant l'inévitable prolongation de la conflictualité, à inventer une nouvelle menace "venue du Sud".

La paix à l'ordre du jour ?

Bien que beaucoup aux États Unis, et dans toutes les technostructures mondiales, soient restés accrochés à la première position, comme le montre Kenneth Galbraith ¹, la tendance générale fut d'interpréter la volonté de détente liée à la perestroïka et à la crise de l'URSS, comme l'annonce d'une accalmie des conflits, voire comme un espoir de pacification de la planète.

De 1988 à ces derniers mois, l'optimisme était de rigueur. Jean Daniel insistait encore dernièrement ² sur l'espoir qu'engendre la diminution des conflits, emboîtant le pas à un discours général dont l'apogée se situait lors du sommet Bush-Gorbatchev de Malte ³.

Dans le Tiers-Monde, les plans de paix se succédaient : Amérique centrale, Moyen Orient, Liban ; les Soviétiques se retiraient d'Afghanistan, les Vietnamiens du Cambodge, les Cubains d'Angola...⁴. Sur le front des rapports Est-Ouest, l'on ne cessait de vanter le déblocage des négociations sur le désarmement marqué par l'accord, effectivement capital, de Washington de décembre 1987 sur les FNI, par les négociations START, par la conférence sur les armes chimiques, mais aussi par les avancées spectaculaires dans le domaine conventionnel en Europe (FCE). Sur le plan européen, on fondait sur la CSCE des espoirs, qui au-delà d'une CEE à l'avenir problématique, anticipaient sur la formation d'une Europe unie quasi mythique.

Enfermées dans cette dynamique que l'on peut qualifier de révolutionnaire, la menace se réduisait comme peau de chagrin puisque même les réalistes les plus réfractaires de l'idéologie de la paix voyaient, dans les bouleversements du monde soviétique, une raison d'interpréter ses capacités militaires à la baisse. Les divergences d'appréciations entre "colombes" et "faucons" ne reposaient plus alors que sur la nature de la future paix : "communauté de sécurité" pour les premiers, "pax occidentalis" pour les seconds.

Issus d'un long processus de maturation des thèses développées par la Peace Research, les Églises... et renforcée par un climat de circonstance qui en gomme les aspérités, cette idéologie de la paix produit une vulgate sommaire et unidimensionnelle ⁵. En effet, fondée sur la "divine surprise" provoquée par la transformation profonde et accélérée du bloc de l'Est, dans laquelle l'Ouest n'est pas pour grand-chose, l'idéologie de la paix s'enracine avant tout sur un sentiment et est peu conséquente. Notamment, elle ne s'interroge pas sur la rapidité de sa propagation et ne voit pas que son impacte favorise l'indifférence généralisée de nos opinions face aux conflits du Tiers-Monde. Plus profondément, l'ethnocentrisme du raisonnement stratégique dominant, qui était masqué dans la période précédente avec le faux concept de stratégie indirecte de contournement, réapparaît en pleine lumière. La paix dans le monde, c'est la paix qu Nord ; le reste importe peu.

Certains en concluent un peu vite, comme Francis Fukuyama, que la fin de l'histoire nous guette. Mais, justement ; l'histoire ne s'arrête pas et l'Occident continue de réagir⁶ ! Plus réticent et plus désorienté face aux transformations à l'Est ⁷, il s'inquiète également de la montée des périls au Sud. L'idéologie de la paix et ses corrélats se heurtent aux réalités sociologiques et politiques, et sont en passe d'être supplantés par un nouveau discours,

fait de craintes et d'angoisses qui déforme les conflits du Tiers-Monde et leurs projections dans notre zone. Faut-il croire alors à une menace du Sud, qui générerait une nécessité de défense tous azimuts et justifierait la poursuite des efforts de défense ?

La menace du Sud contre le Nord ?

Cette nouvelle construction idéologique correspond au besoin de substituer, à la figure défaillante de l'ennemi de l'Est, une nouvelle incarnation de la menace, cette fois-ci venue du Sud. Elle s'est élaborée dès les premières conséquences budgétaires du nouveau contexte international sur les politiques de défense, elle s'appuie sur le refoulé du discours de pacification et aboutit à une nouvelle légitimation des intérêts occidentaux et américains dans le monde.

La menace du Sud permet en effet de ne pas changer fondamentalement le raisonnement stratégique, mais uniquement de le redéployer. Paresse intellectuelle, nostalgie de la situation passée, ou besoin des acteurs du système international de fabriquer un ennemi pour borner un espace géostratégique afin de pouvoir le gérer ? Il est difficile de trancher, d'autant qu'il s'agit peut-être, comme le signale Julien Freund, d'une attitude commune à toutes les sociétés. En effet, le rapport à l'ennemi, qui fonde le pacte social, génère des angoisses et justifie l'enfermement dans des frontières, la soumission à un ordre social coercitif ; bref, assoit l'État contemporain. La menace est un "structurant collectif" autour de laquelle se développe une organisation, une technostucture qui la monopolise et en gère le sens ⁸. Ainsi, en assurant la pérennité d'une situation d'affrontements potentiels, ce discours justifie le maintien des budgets militaires, permet la survie du complexe militaro-industriel et évite des problèmes de reconversion du personnel et des industries.

La théorisation explicite et instrumentale de cette posture relève d'un certain nombre de milieux bien précis : l'aile conservatrice du Parti républicain, un certain nombre de militaires en exercice, des services de renseignements, des "think tanks" de diverses fondations privées relayés par des groupes de presse ; Michael Klare, dans *Low Intensity Warfare*, montre en détail comment s'est forgée, à partir de la théorie de la contre-insurrection de l'époque Kennedy, une théorie élargie dite des "conflits de basse intensité" regroupant, dans un même ensemble, des formes de conflictualité pourtant différentes : lutte contre la guérilla révolutionnaire, actions de soutien aux groupes anti-communistes, soutien aux gouvernements menacés par la subversion, opérations de maintien de la paix, interventions coups de poing (bombardements punitifs, sauvetage de ressortissants, actions humanitaires au nom du devoir d'ingérence), lutte anti-terroriste et lutte contre la drogue.

Cette théorie justifie les interventions américaines dans le Tiers-Monde. Elle s'est forgée dans la lutte contre les guérillas, en Amérique Latine, puis s'est développée à partir des années 80 en réaction à la révolution iranienne et au développement du terrorisme dit international ⁹. Avec le changement de contexte international, cette menace, pensée dans le cadre des stratégies indirectes, doit être réévaluée à la hausse pour pouvoir se substituer à la menace soviétique défaillante.

Seulement cette réévaluation, pour être plus convaincante, sélectionne les conflits selon une grille de lecture qui en oublie certains, et donne à ceux qu'elle retient, une cohérence illusoire. Privés du poids des enjeux stratégiques mondiaux, les conflits locaux (Afrique noire, Pacifique, Asie du Sud-Est) perdent de leur visibilité pour les opinions publiques occidentales, qui les ramènent à d'obscures querelles. Les conflits en Afrique noire deviennent, même en France, marginaux et sans enjeux. Seul, un réflexe moral limite le

profond désintérêt. En revanche, la conception que ces stratèges se font de l'Islam et des conflits du Moyen-Orient sert d'image base au nouvel ennemi. Elle se constitue à partir des Palestiniens, du conflit libanais, de la révolution iranienne, de la guerre du Golfe, des foudres libyennes et, plus récemment, de la désagrégation de la frange Sud de l'URSS. Ceci lui donne une apparente unité géographique et humaine dont le sens est à chercher dans le développement du radicalisme islamique et de son anti-occidentalisme. Le religieux bafoue le droit et la morale, brouille la séparation entre société civile et politique, méconnaît la notion de frontière et s'inscrit dans un projet théologique dont l'archaïsme réveille le Djihad. Ce complexe, auquel l'imaginaire social américain repérable dans la filmographie "Delta Force..." a donné la figure d'un chiite barbu, est d'autant plus inquiétant qu'il repose, outre la menace politique, sur l'existence de l'or noir dans la région et pourrait, par ce biais, provoquer un chaos économique.

Malheureusement pour ces auteurs, cette construction n'a pas la cohérence de l'ennemi soviétique. Alors que, dans ce cas, la menace venait d'un État bien défini, reposant sur l'existence de bureaucraties militaires, la possession de l'arme nucléaire, une politique rationnelle marquée par des relations de puissance à puissance et l'existence d'un système d'alliances, la nouvelle menace éclatée, transfrontière, déterritorialisée est, au contraire, liée à une constellation d'États et de groupes infra-étatiques.

Dès lors, cette menace ne peut être dangereuse pour les puissances occidentales qu'à travers un postulat globaliste contestable : tous les acteurs infra-sub-trans-étatiques sont liés entre eux (et avec quelques États) par une même idéologie, ou du moins, ils s'appuient sur certains phénomènes transnationaux non maîtrisables par les politiques classiques. Par exemple, les périls du Sud sont liés, pour ces stratèges, à son instabilité, à son radicalisme idéologique et à sa démographie. Ce qu'on reproche aux gens du Sud, c'est de venir au Nord et d'importer avec eux leur culture, leurs coutumes et aussi leurs conflits.

Les Européens se sentent confrontés à l'afflux démographique du Maghreb, à l'implantation de l'Islam au quotidien, au risque "d'internalisation" de la menace terroriste moyen-orientale ¹⁰ à la suite de la radicalisation possible de communautés immigrées. Les Américains, qui ont encore en mémoire l'humiliation des otages de Téhéran et leur recul au Liban, redoutent de nouvelles actions, contre leurs intérêts, venant de cette zone. Ils sont aussi inquiets de l'instabilité latino-américaine qui nourrit la venue en masse des "latinos" chez eux liant, sur le même sol, production et consommation de drogue et justifiant un traitement global de ce problème. On fonctionne sur l'amalgame immigrés, réfugiés, terroristes, narco-traficants. On phantasma sur la perte des identités nationales.

L'angoisse provoquée par des phénomènes comme les flux de population migrantes (immigrés ou réfugiés) vient de ce que l'on suppose, qu'outre les problèmes d'insertion, il sbrisent la logique des frontières et remettent en cause la distinction entre sécurité intérieure et sécurité extérieure. Les attributions traditionnelles de la police, de l'armée et de la diplomatie se brouillent, et on ne sait plus qui fait quoi.

Pour faire face à ce nouveau défi, en changeant le moins possible les "routines" bureaucratiques, les militaires américains réemploient la doctrine des conflits de basse intensité élaborée à propos de l'Amérique latine et du Moyen Orient en l'élargissant à la situation mondiale. On lui adjoint donc (non sans quelque pertinence) une analyse qui réintègre la menace de prolifération nucléaire dans le Tiers Monde et l'on demande aux Allemands, Japonais et Français de ne plus exporter d'armes ou de technologies sensibles. R. Cheney, secrétaire américain à la Défense remarquait à cet égard que l'exigence de

disposer de force de dissuasion "est encore plus vive étant donné l'apparition d'un monde fait de puissances multiples, dans lequel des armes de technicité avancée et les techniques nouvelles de guerre biologique, chimique et nucléaire menacent de proliférer"¹¹. Seulement, s'il est exact que ce genre de menaces est envisageable de la part d'un État - Iran, Irak, Libye, il n'empêche que l'on globalise la menace (le monde arabe, le Sud...) et que l'on cherche à imposer une telle vision des choses à tous les alliés. Il faut que ces derniers la soutiennent et y collaborent activement ; d'où, parfois, une irritation lorsque les Européens renâclent.

Certes le danger existe et il ne faut pas le sous-estimer car il s'articule sur des tendances sociologiques profondes : différentiel de croissance démographique, anti-occidentalisme, inégalités socio-économiques de plus en plus mal ressenties en contexte d'ajustement structurel imposé et de régression du niveau de vie. Mais ne s'agit-il pas, malgré tout, d'une paranoïa discursive ou, plus modérément, d'un calcul d'opportunité profitant du déclin soviétique pour s'affirmer encore plus comme la seule superpuissance ? La projection de puissance américaine, et plus généralement de puissance occidentale, passe alors par le refus de la prise en compte des problèmes de pauvreté du Tiers Monde et par la militarisation du traitement de problèmes politiques et sociaux comme le terrorisme (raid aérien contre Tripoli et Benghazi) ou la drogue (opérations anti-drogue en Colombie, au Pérou, rôle de la marine américaine dans les Caraïbes). Jusqu'où iront ces volontés interventionnistes ? Refera-t-on un raid en Libye, par exemple, contre l'usine chimique de Ralga ? Les marines débarqueront-ils à nouveau en Haïti ?¹² Les conseillers américains s'engageront-ils plus avant contre le Sentier Lumineux et les producteurs de Coca ? Interviendra-t-on pour des motifs semblables à Cuba¹³ ?

On voit bien les dangers qu'une telle globalisation de la menace, à partir des théories sur les conflits de basse intensité, peut entraîner. Elle risque de disproportionner la "réponse" à toute "agression" et contraste avec l'idéologie de la paix dont pourtant elle n'est, d'une certaine manière, que la figure inversée. En effet, ce nouveau discours guerrier a partiellement le même effet puisque, s'il se focalise sur certaines formes de conflit et les relie arbitrairement ensemble, il en occulte d'autres.

De là vient l'importance d'une analyse polémologique des conflits dans le Tiers Monde qui se tienne à l'écart du globalisme géostratégique et de ses réductionnismes.

Approche polémologique des conflits.

La polémologie ou sociologie des conflits se caractérise par un relevé minutieux des actes de violence politique dans le monde, qui évite de succomber aux distorsions médiatiques et aux discours géostratégiques qui partagent les mêmes présupposés. En effet, dans les deux cas, les événements sont filtrés en fonction de leur dimension spectaculaire, de leur proximité géographique ou d'intérêts qui, dans un monde où l'information est mise en concurrence, permet seule de retenir l'attention des décideurs et de l'opinion¹⁴.

Cette approche polémologique permet de rappeler que les conflits les moins connus ne sont pas les moins sanglants. En effet, chaque année, environ 130 pays sont touchés à des degrés divers par la violence politique sur un total de 171 États souverains dont 160 reconnus à l'ONU¹⁵. Sur ce plan, les dernières années ne font pas exception.

Maintien de la conflictualité.

Certes, des conflits se sont arrêtés ou sont en passe de se terminer. Le conflit Tchad-Libye finit par la déroute libyenne de 1987, la guerre Iran-Irak par la victoire militaire des Irakiens en août 1988. Quant au conflit du Sahara Occidental, on peut penser à terme à

une victoire marocaine grâce à la stratégie tenace des "murs" qui a permis de reléguer le Polisario dans des zones très périphériques et coupées entre elles. Bref, ce sont des solutions militaires qui ont emporté la décision bien plus qu'une modification du climat international ; et ce sont les conflits les plus éloignés des rapports Est-Ouest qui se sont terminés de cette manière. "Le parfum de paix" a alors des relents de poudre.

Par ailleurs, on a surestimé les capacités de règlement des conflits par la négociation. En Afrique australe, peut-on vraiment parler de paix ? Après la libération de Nelson Mandela et de la légalisation de l'ANC, la situation connaît certes une évolution favorable mais, pour l'instant, si la lutte autour de l'apartheid s'atténue, en revanche les conflits intercommunautaires largement ignorés par les médias internationaux s'amplifient et prennent une dimension politique beaucoup plus importante, notamment dans les Bantoustans et au Lesotho. L'environnement externe a lui aussi changé, que ce soit en Namibie, en Angola ou au Mozambique ; mais l'on a tendance à surévaluer les conséquences du retrait sud-africain et la valeur des négociations entre les adversaires. Au Mozambique, par exemple, si l'on a pu affirmer à juste titre que la RENAMO était une création sud-africaine, petit à petit, elle s'est détachée de ses protecteurs, a gagné des appuis populaires malgré la violence spectaculaire dont elle a fait preuve, et menace le pouvoir du FRELIMO jusqu'à déstabiliser le Zimbabwe voisin. En Angola, les négociations en cours n'empêchent pas le pouvoir en place d'envisager une offensive généralisée contre le FNLA de Savimbi maintenant coupé de ses bases au sud du pays. En Namibie, les déclarations du nouveau pouvoir sont lourdes de signification et impliquent un risque pour le multipartisme.

En Amérique du Sud, peut-on parler de marche vers la démocratie ? La victoire électorale au Chili, qui ne s'actualise que maintenant, la laisse penser. Le coup d'État au Paraguay, qui a renversé Stroessner, aussi. Le Panama est délivré de Noriega mais au prix d'une intervention militaire dont le caractère humanitaire est discutable. Enfin, au Nicaragua, la victoire de Mme Chamorro sur les sandinistes ouvre des perspectives de désescalade, mais comment se fera la transition politique ? Les incertitudes règnent encore et il ne faut pas annoncer trop vite le retour à une situation de paix sociale. Les situations émeutières dues à la détérioration des conditions de vie se font sentir en Argentine, au Venezuela, au Brésil... De plus, les guérillas continuent.

Diversité des conflits.

En effet, n'oublions pas que, partout dans le monde, des combats de minorités à vocation idéologique, nationaliste ou séparatiste voire communautaire ébranlent les structures étatiques¹⁶ et ne sont guère touchés par les événements internationaux ; Les facteurs endogènes sont prédominants. Il s'agit, en Amérique latine, du Pérou avec le Sentier lumineux, Tupac Amaru, le commando "Rodrigo Franco", et de la Colombie avec le groupe des extraditables, les Farc-Ep..., en Amérique centrale, du Guatemala avec les escadrons de la mort, du Salvador avec le front Farabundo Marti ; en Asie du Sud, du Pendjab indien avec les Sikhs, du Sri Lanka avec les Tamouls et le JVP cinghalais, du Pakistan et de l'Afghanistan, en Asie du Sud-Est, des Philippines avec la NAP, de la Birmanie avec les Karen et les Kachin, de la Thaïlande avec les réfugiés cambodgiens, dans le Pacifique avec la Papouasie Nouvelle Guinée ; en Afrique, de l'Érythrée et du Tigré en Éthiopie, du Soudan et de l'APLS, de la Somalie, de l'Ouganda... ; au Moyen-Orient de l'Intifada sans oublier, en Europe, l'Irlande du Nord et le Pays basque espagnol...

Non seulement les guérillas n'ont diminué ni en nombre ni en intensité, mais on note depuis peu l'apparition, dans tous les continents, de mouvements de foule débouchant

sur des contestations du pouvoir et sur des émeutes. La grande nouveauté de l'année 1989, est la transformation de l'Europe de l'Est, zone habituellement vierge de conflits ouverts en raison de l'efficacité du système répressif qui y régnait, en zone à conflictualité élevée.

Ces mouvements ont pour origine soit des revendications nationalistes séparatistes, comme au sein d'une Union des républiques socialistes soviétiques qui porte de plus en plus mal son nom avec les événements de Géorgie, d'Arménie, d'Ouzbékistan... et surtout des pays baltes ; soit des revendications révolutionnaires sur toile de fond de crise socio-économique et de politique d'ajustement structurel comme celle des foules algériennes, vénézuéliennes, mexicaines, brésiliennes, nigériennes, et pourquoi pas demain ivoiriennes¹⁷ ; soit encore des mouvements de foules où l'affrontement inter ou intra communautaire est prédominant, comme en Afrique du Sud, au Burundi, au Sénégal et en Mauritanie, ou même comme en Arménie et en Ouzbékistan.

Cette énumération non exhaustive est là pour rappeler à certains la permanence des conflits qu'une logique médiatique, avide de nouveauté, finissait par faire oublier¹⁸. Elle souligne également l'amalgame des données et l'arbitraire du découpage des conflits fait par les idéologues de la menace du Sud. Une analyse soucieuse de la sociologie des acteurs et des spécificités historiques¹⁹ montre, au contraire, que tous ces conflits ont leurs logiques propres, qu'ils ne sont pas réductibles à une idéologie principale et ne présentent pas nécessairement de menaces pour le Nord.

Métamorphose des conflits.

Le cœur de la conflictualité mondiale bat à un rythme bien différent de celui des discussions entre les "grands". En fait, les conflits demeurent, mais ils changent de formes et se réorientent vers de nouvelles lignes de clivages qui existaient déjà mais étaient limitées par l'existence d'un niveau international, qui les soumettait partiellement à ses propres contraintes.

L'exemple de l'Afghanistan est symptomatique du lien mécanique que l'on établissait en 1988 entre retrait soviétique et fin du conflit. On a cru que le retrait soviétique signifiait la victoire de la guérilla et la fin de la guerre parce que ce départ de l'Armée rouge déséquilibrait, d'une manière apparemment irréversible, le rapport de forces. Le syndrome vietnamien a certainement joué dans cette mauvaise perception des réalités du conflit afghan, mais c'est surtout la lecture de l'affrontement Est/Ouest qui est la cause de cette erreur d'appréciation. En effet, les grandes puissances ne sont pas maîtresses du début, du déroulement et de la fin des conflits. Ceux-ci ont des logiques autonomes qui leur permettent de durer, de se transformer et de ne pas s'arrêter. La division de la guérilla afghane, qui l'a servie un premier temps contre les Soviétiques en démultipliant son efficacité, s'est ensuite retournée en sa défaveur ; le sanctuaire pakistanais est devenu lieu d'affrontements entre factions rivales ; les logiques régionales et communautaires ont pris le pas sur le processus d'homogénéisation de la guerre et le régime de Kaboul tient toujours malgré des soubresauts... La sociologie l'a emporté sur la stratégie.

Au Liban, le processus de décomposition sociale a atteint un nouveau sommet avec la guerre pour la domination du réduit chrétien entre le général Aoun et les Forces libanaises de Geagea. Ce combat, jugé fratricide et absurde si l'on utilise une grille de lecture stratégique ou interconfessionnelle, s'explique pourtant par un fait sociologique oublié : la généralisation de la socialisation des jeunes par les milices depuis plus de dix ans. Aussi, rien y compris la tentative de restructurer le Liban autour de deux pôles gouvernementaux monopolisant chacun la violence sur une partie du territoire, puis la

tentative des accords de Taëf d'unifier le territoire sous contrôle syrien, n'a pu enrayer le processus d'implosion du Liban.

Celui-ci s'explique par l'enchevêtrement de différents niveaux de conflits où chaque solution stratégique, apportée à un niveau, produit des effets pervers sur les autres niveaux, créant du même coup une complexité forte par les rétroactions des décisions au sein du champs conflictuel. Ainsi, la socialisation de bande a des effets sur les solidarités familiales et villageoises qui structurent les appartenances confessionnelles et souvent politiques. Celles-ci ont aussi des effets sur les rapports des Libanais à la question palestinienne et à leur "libanitude", ainsi que sur les considérations de l'unité du Liban au regard de la zone Sud et des intérêts israéliens...

Nous ne pouvons, dans le cadre de cet article, pousser plus loin l'analyse. Indiquons simplement, pour terminer, les grandes lignes d'une approche polémologique des conflits.

Celle-ci se caractérise par la prise en compte des acteurs sociaux, des processus et des dynamiques conflictuelles, des logiques de situation, du rôle structurant du Tiers dans le conflit et de ses différentes positions, de l'analyse des catégories de victimes en fonction des formes d'exercice du pouvoir politique. Refusant l'essentialisme, elle conçoit le conflit comme une relation violente : c'est-à-dire qu'elle envisage la violence comme quelque chose qui circule et crée un lien entre les acteurs au lieu de les séparer (d'où les formes mimétiques, épidémiques, que peut prendre la violence dans certains cas). Cette relation se déploie dans un espace, dans un champ qui dépend de l'intensité et de la nature des mobilisations, de la position symétrique ou asymétrique des acteurs engagés directement dans le conflits, de l'existence ou non au sein de la société d'une situation d'extériorité de tiers indifférents au conflit, du rapport au territoire et à l'exercice effectif du pouvoir sur ce territoire, du rapport à la légitimité du pouvoir, des catégories de victimes en fonction de la nature de la coercition²⁰ : ces critères de classement, utiles pour positionner les conflits les uns par rapport aux autres, ne devant pas occulter l'essentiel, à savoir que chaque conflit est lui-même multidimensionnel et qu'il n'est jamais réductible à une théorisation géopolitique²¹.

NOTES

1. "Le sens des priorités", Le monde diplomatique, février 1990
2. "Depuis un certain temps, et si on met à part la démence suicidaire du Liban, le dangereux immobilisme israélien, la répression chinoise et le sort réservé aux réfugiés du Sud-Est asiatique, les conflits sont en voie de résorption et le divorce scandaleux entre le progrès scientifique et le progrès moral diminue légèrement", Jean Daniel, Le Nouvel Observateur, 15-21 février 1990.
3. La presse populaire en France s'en est fait l'écho en titrant sur "la paix en marche" (le Quotidien de Paris), "un pas de plus vers la paix" (l'Humanité), "la paix au sommet de la vague" (le Parisien libéré).

4. Voir André Fontaine, Introduction à l'état des conflits dans le monde, "des hommes plus sages...", préface de L'année 1988 dans le monde, Folio actuel, ou le rapport RAMSES 1990 de l'IFRI
5. Cette vulgate s'articule de manière particulière sur les discours, souvent très élaborés, des Instituts de la Paix : si elle les dessert en caricaturant les thèses, dans le même temps elle les popularise et en élargit l'audience
6. Francis Fukuyama, discussion avec Alan Bloom, Pierre Hasner et Alain Besançon, Commentaire n°47, automne 1989.
7. Quelle que soit l'évolution politique de l'URSS, celle-ci demeurera une puissance militaire considérable disposant d'un stock d'armes nucléaires redoutables. "Moscou continue de concevoir et de déployer des systèmes d'armes nucléaires et classiques de technicité "avancée", remarque le secrétaire américain de la Défense Peter Cheney
8. Lire, à ce sujet, les divers travaux de René Girard, Michel Maffesoli, Oscar Mannoni.
9. Rappelons en effet en effet, que en Amérique latine, la "menace communiste" dite subversive, puis terroriste, utilise depuis longtemps les détournements d'avions, les prises d'otages... c'est-à-dire les formes de conflictualité que l'on croit redécouvrir au Moyen Orient depuis 1979. De même, on constate un transfert de dénomination et d'approches entre Moyen-Orient et Amérique latine lorsqu'on traite le Sentier lumineux du Pérou de mouvement intégriste.
10. voir Didier Bigo, Daniel Hermant, Cahiers de la Sécurité Intérieure, n°1, 1990.
11. Discours au club du forum de Houston du 15 janvier 1990
12. L'incendie surprise de l'usine, le 15 mars, et le départ précipité de Prosper Avril d'Haïti en sont peut être des formes euphémisées
13. voir l'affaire Ochoa
14. Voir Etudes Polémologiques, n°46, description complète de la banque de données sur la Violence politique mondiale de l'Institut français de Polémologie.
15. Même si quelquefois il s'agit de formes très limitées (quelques rares attentats, des manifestations dégénérant avec la police).
16. voir le Monde Diplomatique, décembre 1989, le retour aux armes.
17. Bref, dans des pays que l'on disait, il y a 20 ans, au seuil du décollage économique, qui ont récemment connu un début de croissance mais où les frustrations relatives, pour reprendre la terminologie de Ted Gurr, provoqués par les politiques d'ajustements structurels, ont été à l'origine des troubles politiques.
18. Selon cette logique, tout se passe en effet comme si, en cessant d'intéresser l'Occident, les conflits disparaissaient de la planète.
19. Exemple parmi d'autres, les Islams sont pluriels, n'en déplaisent aux idéologues de tout bord.
20. A titre annexe, on peut aussi utiliser les critères des formes de combat, de technologie des armements, des interventions étrangères, de fuite des populations, de durée des phases actives, pour préciser l'ampleur du conflit.
21. Pour distinguer les différents cas de figures inscrits sous une même catégorie, il faut aussi tenir compte des contextes révolutionnaires, séparatistes, de décolonisation, intercommunautaires, religieux, et des intérêts des communautés ou États étrangers

INDEX

Mots-clés : (in)sécurité, sociologie des conflits (polémologie)